



Décision n° 07/2024/DDET

Publié le 21/05/24
Mis en ligne le 21/05/24

DÉCISION N° 07 DU PRÉSIDENT DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION

**PRISE EN VERTU DE LA DELEGATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
A M. LE PRÉSIDENT PAR DELIBERATION N°123/20 DU 24 SEPTEMBRE 2020 MODIFIEE
PAR LES DELIBERATIONS N° 91bis/21 DU 11 MAI 2021, N° 174/21 DU 29JUN 2021 ET
N°198/22 DU 8 JUILLET 2022**

**PORTANT SUR UN BAIL DEROGATOIRE AU VILLAGE D'ACCUEIL ENTREPRISE, POUR
« LA SARL MOULINS MARCHOIS » PÉRIODE DU 01 JUN 2024 AU 31 MAI 2025**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 5211-10, L 5211-1, L 5211-3, L 2131-1, R 2122-7-1 et R 2121-9 du CGCT,

Vu le procès-verbal de l'élection de M. Eric CORREIA, Président de la Ccommunauté d'agglomération du Grand Guéret, en date du 10 juillet 2020,

Vu les délibérations du Conseil Communautaire n° 123/20 des 24 septembre 2020, n° 91/21 du 11 mai 2021, n° 174/21 du 29 juin 2021, n° 198/22 du 8 juillet 2022 concernant les délégations du Conseil Communautaire accordées à M. le Président pour la durée du mandat,

Considérant la demande de la SARL MOULINS MARCHOIS de conclure un bail dérogatoire pour occuper le local industriel, atelier 1 du village d'accueil d'entreprises sis au lieu-dit « Les Varennes », rue Johannes Gutenberg, commune de Guéret.

DÉCIDE

Article 1^{er} : De conclure un bail dérogatoire d'une année allant du 1^{er} juin 2024 au 31 mai 2025 avec la SARL MOULINS Marchois pour occuper le local industriel, l'atelier 1 du village d'accueil d'entreprises.

Article 2 : Cette décision prend effet à compter de sa signature, de sa transmission au représentant de l'Etat et de sa mise en ligne sur le site internet de la Communauté d'agglomération. Cette décision sera publiée au registre des délibérations.

Article 3 : Le Président rendra compte de cette décision à la plus proche réunion du Conseil Communautaire.

Article 4 : La présente décision :

- peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Président dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au contrôle de légalité, de sa mise en ligne ou de sa publication. L'absence de réponse dans le délai de deux mois à compter de sa réception équivaut à une décision implicite de rejet (article L411-7 du Code des relations entre le public et l'administration),
- peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Limoges ou sur le site télérécourse citoyens www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au contrôle de légalité, de sa mise en ligne ou de sa publication, ou à compter de la réponse explicite ou implicite de Monsieur le Président si un recours gracieux a été préalablement exercé.

Article 5 : Le Président de la Communauté d'agglomération, la Directrice Générale des Services, sont chargés en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Guéret, le 21 MAI 2024

LE PRÉSIDENT

M. ERIC CORREIA

